



**Midi Centre**

**OPTEO  
SAINT-MAYME  
12 850 ONET LE CHATEAU**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
COMPTES ANNUELS**

La Tour Raynalde  
4, Boulevard d'Estourmel  
12000 RODEZ

Tél : 05 65 73 71 22

rodez@midi-centre.com

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

41, rue du Village  
d'Entreprises - Bâtiment 8  
31670 LABEGE

Tél : 05 61 19 03 60

toulouse@midi-centre.com



**OPTEO  
SAINT-MAYME  
12 850 ONET LE CHATEAU**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Au conseil d'administration, de la fondation « OPTEO »,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation « OPTEO », relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- **Règles et principes comptables.**

Le rapprochement entre les obligations budgétaires imposées par vos autorités de tutelle et la réglementation comptable conduit à un suivi spécifique des affectations des résultats et de l'ensemble des comptes de capitaux propres.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié l'application de ces méthodes et les informations fournies dans les notes de l'annexe. Pour cela nous avons contrôlé les mouvements affectant les capitaux propres avec les justificatifs correspondants pour nous assurer du traitement comptable adéquat.

- **Estimations comptables.**

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre fondation concernant l'évaluation des engagements pour retraite du personnel portés dans l'annexe et la valorisation des charges à payer relatives aux personnels, comptabilisées. Les diligences ont consisté en la vérification des paramètres de calcul, des sondages individuels de valorisation et en l'analyse des méthodes comptables appliquées.



- **Interventions relatives aux procédures.**

Dans le cadre de notre mission, nous intervenons chaque exercice auprès de centres de la fondation, sous forme de rotation, au niveau des procédures de contrôle interne. Pour 2024, ces travaux ont porté sur les établissements suivants :

- IEM LES BABISSOUS
- IME PIERRE SARRAUT
- MAS BARAQUEVILLE
- FOYER DE VIE LA BORIE DE GRAVES
- FOYER HEBERGEMENT LES TAILLADES
- FOYER HEBERGEMENT LES DOLMENS

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport des membres fondateurs et dans les autres documents adressés aux membres de la fondation sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.



## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante

**Fait à RODEZ, le 29 mai 2025**

**LE COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**CABINET de Conseils Associés MIDI CENTRE**

**Nicolas BARTHEZ**

**Commissaire aux comptes Associé**



## Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Bilan Actif des Associations et Fondations**

Dossier : CONSO - CONSOLIDATION FONDATION OPTEO - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
<b>Actifs immobilisés</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	187 058	187 058		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	370 529	349 640	20 889	28 738
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	4 809 288	2 079 068	2 730 220	2 796 099
Constructions	95 430 521	54 831 408	40 599 113	36 047 401
Installations techniques, matériel et outillage industriel	16 018 136	13 146 903	2 871 233	2 420 160
Autres immobilisations corporelles	11 439 865	9 178 502	2 261 363	2 255 704
Immobilisations corporelles en cours	917 926		917 926	7 226 914
Avances et acomptes				
<b>Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés</b>				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	2 090		2 090	2 090
Autres titres immobilisés	6 607		6 607	6 417
Prêts				
Autres immobilisations financières	72 277		72 277	68 649
<b>TOTAL I</b>	<b>129 254 296</b>	<b>79 772 578</b>	<b>49 481 718</b>	<b>50 852 171</b>
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et en cours	670 364		670 364	709 860
Avances et acomptes	50 214		50 214	218 006
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 537 174	79 527	5 457 647	4 076 362
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	4 478 234		4 478 234	5 259 332
Valeurs mobilières de placement	40 364 727	293 150	40 071 577	38 342 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	15 559 843		15 559 843	16 109 085
Charges constatées d'avance	221 602		221 602	236 032
<b>TOTAL II</b>	<b>66 882 158</b>	<b>372 677</b>	<b>66 509 481</b>	<b>64 950 678</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>196 136 454</b>	<b>80 145 255</b>	<b>115 991 199</b>	<b>115 802 849</b>

**Bilan Passif des Associations et Fondations**

Dossier : CONSO - CONSOLIDATION FONDATION OPTEO - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	3 653 401	3 653 401
Fonds propres complémentaires	1 167 618	1 167 618
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	45 669 928	44 071 825
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	45 669 928	44 071 825
Autres réserves	458 841	458 841
Report à nouveau	10 272 479	9 973 958
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	2 616 875	2 541 222
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	5 033 481	4 452 218
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	5 364 160	6 598 287
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-346 306	-346 306
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	-2 395 731	-3 052 887
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	-299 096	1 896 624
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>60 923 171</b>	<b>61 222 266</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 779 107	1 929 845
Provisions réglementées	5 000 426	5 000 426
Droits des propriétaires - (Commodat)		
<b>TOTAL I</b>	<b>67 702 703</b>	<b>68 152 537</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	7 979 871	8 684 405
<b>TOTAL II</b>	<b>7 979 871</b>	<b>8 684 405</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	2 329 102	2 955 077
Provisions pour charges	5 821 814	5 733 681
<b>TOTAL III</b>	<b>8 150 916</b>	<b>8 688 758</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	18 215 159	19 817 561
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commande	56 352	57 275
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 728 355	2 319 862
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	8 995 740	5 761 328
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	366 930	1 524 627
Autres dettes	794 422	796 047
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	750	450
<b>TOTAL IV</b>	<b>32 157 708</b>	<b>30 277 150</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>115 991 199</b>	<b>115 802 849</b>



**Compte de Résultat des Associations et Fondations**

Dossier : CONSO - CONSOLIDATION FONDATION OPTEO - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	5 198 171	5 476 789
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	6 790 263	6 584 903
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	70 907 784	68 954 650
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	70 031 246	68 526 795
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	15 775	39 575
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		283 878
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 738 436	657 494
Utilisations des fonds dédiés	1 396 908	1 354 893
Autres produits	7 484 066	7 563 607
<b>TOTAL I</b>	<b>93 531 404</b>	<b>90 915 790</b>

<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	783	
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	3 717 854	4 124 676
Variation de stock	8 408	70 754
Autres achats et charges externes	21 054 895	18 027 354
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	4 333 888	4 155 724
Salaires et traitements	41 019 212	39 629 672
Charges sociales	16 094 370	14 550 652
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 878 194	7 040 171
Report en fonds dédiés	692 375	1 733 027
Autres Charges	1 359 851	39 987
<b>TOTAL II</b>	<b>95 159 831</b>	<b>89 372 018</b>

<b>I.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-1 628 427</b>	<b>1 543 772</b>
---	-------------------	------------------

<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	117 554	153 290
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 319 166	1 241 204
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		1 581
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	60 141	
<b>TOTAL III</b>	<b>1 496 861</b>	<b>1 396 074</b>

<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	99 590	193 560
Intérêts et charges assimilées	455 910	505 856
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		175 000
<b>TOTAL IV</b>	<b>555 500</b>	<b>874 416</b>

<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>941 361</b>	<b>521 658</b>
<b>3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-687 066</b>	<b>2 065 430</b>

<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	155 763	143 224
Sur opérations en capital	346 409	148 469
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>502 172</b>	<b>291 694</b>

<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	1 362	649
Sur opérations en capital	104 322	101 122
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	8 517	358 728
<b>TOTAL VI</b>	<b>114 202</b>	<b>460 500</b>

<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>387 970</b>	<b>-168 806</b>
---------------------------------------	----------------	-----------------

<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>		
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>		

<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>95 530 436</b>	<b>92 603 558</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>95 829 532</b>	<b>90 706 934</b>

<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-299 096</b>	<b>1 896 624</b>
----------------------------	-----------------	------------------

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	-74 809	-66 090
<b>TOTAL</b>	<b>-74 809</b>	<b>-66 090</b>

<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	74 809	66 090
<b>TOTAL</b>	<b>74 809</b>	<b>66 090</b>

La Fondation « OPTEO », anciennement Association ADAPEAI 12 fondée en 1963 sous l'appellation « ADAPEAI de l'Aveyron » devenue ADAPEI de l'Aveyron et de Tarn-et-Garonne en 2014, par une fusion avec l'ADAPEI 82 fondée en 1963 a pour but :

- D'apporter aux personnes en situation de handicap, de fragilités sociales, de dépendance, un accompagnement adapté à leurs besoins, en vue de favoriser leur épanouissement, leur bien-être, leur accès au droit commun, (droit à l'autonomie, droit à l'emploi, droit à l'éducation et à la formation, droit à l'intégration sociale et à la participation à la vie de la communauté, accès aux soins, au sport, à la culture...), ainsi que leur inclusion dans la société ;
- De défendre les intérêts moraux, matériels et financiers de ces mêmes personnes, auprès des élus, des pouvoirs publics, des autorités de tarification et de toute autre instance ;
- De favoriser la recherche et le développement sur les modes d'accompagnement des personnes en situation de handicap et/ou de fragilité et/ou de dépendance ;
- De développer sur le territoire une expertise reconnue dans le domaine de la déficience intellectuelle, des troubles du spectre autistique, du polyhandicap, de la dépendance, et de la fragilité sociale ;
- D'initier toute forme nouvelle d'accompagnements favorisant l'émancipation des personnes en situation de handicap et/ou de fragilité et/ou de dépendance ;
- De répondre de façon plus générale aux besoins des personnes les plus défavorisées et les plus handicapées ;
- D'apporter une aide aux familles et aux aidants.

La fondation OPTEO est un organisme gestionnaire d'établissements et services médico-sociaux répartis sur les départements de l'Aveyron et de Tarn-et-Garonne.

La Fondation OPTEO a contractualisé un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec l'ARS Occitanie de 2016 à 2020 pour les établissements sous tarification exclusive de l'ARS Occitanie (IEM, IME, SESSAD, Ateliers sociaux et MAS).

L'ARS Occitanie a prolongé le contrat Pluriannuel d'Objectifs et de moyens 2016-2020 jusqu'à fin 2025.

En 2023, La Fondation OPTEO a renouvelé son CPOM avec le Conseil Départemental de l'Aveyron pour la période 2023 -2027 pour les établissements à compétence exclusive du département (SAVS, Foyers Hébergements et Foyers de vie).

L'autorisation de frais de siège social a été également été renouvelé au mois de juin 2023 pour la période 2023-2027.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 115 991 199 euros.

Le résultat net comptable est un déficit de 299 096 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 15 avril 2025 par les dirigeants.

## **Faits caractéristiques de l'exercice**

L'année 2024 a été marquée pour la Fondation par une dynamique soutenue au service de la mise en œuvre des orientations stratégiques définies dans le Projet de la Fondation 2023-2032. Elle s'est inscrite dans la continuité de notre engagement pour une société transformée, inclusive, où chaque citoyen peut être pleinement acteur et auteur de son projet de vie.

Dans un contexte exigeant, la Fondation a su maintenir une forte capacité d'initiative et d'innovation, en menant de front des projets structurants et en répondant aux grands enjeux des politiques publiques et du secteur médico-social.

Parmi les faits marquants de cette année :

- Engagement dans la dynamique des 50 000 solutions

La Fondation s'est pleinement mobilisée pour répondre aux besoins non couverts sur le territoire. Cela s'est traduit par la création de 117 places/dispositifs (34 emplois), venant renforcer l'offre d'accompagnement.

- Transformation de l'offre

Plusieurs projets ont avancé de manière significative, notamment la réflexion sur le projet d'EANM sur le bassin Decazevillois, la fusion des EANM de Sébazac et de Ceignac, ou encore l'extension du SAVS, visant à offrir des modalités d'habitat et d'accompagnement plus adaptées ou répondant à des nouveaux besoins.

- Responsabilité environnementale et sociale

Consciente de son rôle sociétal et de son impact environnemental, la Fondation a affirmé en 2024 une volonté forte de s'engager dans une transformation responsable de ses pratiques, à travers le déploiement d'une démarche de Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO). Elle vise à intégrer les enjeux sociaux, environnementaux et éthiques au cœur de l'ensemble de ses activités. La collaboration engagée avec l'IUT de Rodez, dans ce cadre, permettra d'associer des compétences universitaires aux réflexions menées par la Fondation.

Par ailleurs, la Fondation a obtenu en 2024 le label « Employeur partenaire des sapeurs-pompiers », venant reconnaître ses efforts en matière d'engagement citoyen et de facilitation de l'engagement bénévole de ses salariés dans les services de secours.

Une démarche QVCT1 initiée par l'ARS Occitanie et pilotée par le service RH est en cours de déploiement au sein d'établissements de la Fondation.

- Amélioration continue

La Fondation a engagé une réflexion sur l'adaptation de ses processus internes pour renforcer l'efficacité de son action. Cela se traduit notamment par une démarche réflexive menée avec les

---

<sup>1</sup> (qualité de vie et conditions de travail)

parties prenantes concernées, mais également par le projet de déploiement de nouveaux outils de pilotage.

#### - Gestion de crise

Les intempéries à Cransac ont touché lourdement l'IME de l'Ouest dans la nuit du 11 au 12 juillet 2024, occasionnant d'importants dégâts. La Fondation avait immédiatement activé sa cellule de crise face à cette situation ; grâce à une forte mobilisation collective, les enfants accompagnés ce jour-là avaient pu être mis en sécurité. En raison de l'impossibilité d'utiliser certains locaux, de nouvelles modalités d'accompagnement avaient dû être déployées à la rentrée de septembre 2024, en lien avec les acteurs locaux, cette organisation ouvrant ainsi de nouvelles perspectives.

#### - Avancement de chantiers d'envergure

L'année 2024 a été marquée par une progression notable de plusieurs chantiers immobiliers structurants, incarnant la volonté de la Fondation d'adapter en permanence ses infrastructures aux besoins des personnes accompagnées et aux évolutions du secteur.

Les travaux de rénovation de la MAS Gérard Chambert illustrent l'engagement de la Fondation à maintenir un haut niveau de qualité dans l'accompagnement des personnes en situation de handicap. Au-delà de la réhabilitation technique du bâtiment, il s'agit d'un projet humain, visant à offrir des conditions d'accueil adaptées favorisant la participation des résidents à la vie de l'établissement.

L'inauguration du nouveau pôle d'activités de jour à Albias a marqué une étape importante : ce lieu repensé avec les équipes, les familles et les usagers, vise à favoriser l'inclusion sociale, l'autodétermination et le développement des compétences par une variété d'activités adaptées aux aspirations de chacun.

#### - Contrôle URSSAF

Les services de l'URSSAF ont notifié la réalisation d'un contrôle à partir d'avril 2024 sur la période 2021-2023. Ce contrôle s'est soldé fin 2024 par la notification d'une réclamation de 1.2M€ portant sur les modalités de calcul des allègements généraux. Un contentieux est mis en œuvre pour contester cette réclamation.

#### - Marchés d'énergie

Jusqu'en 2023, les établissements de la Fondation bénéficiaient de tarifs d'énergies très avantageux, négociés avant la crise sanitaire et la guerre en Ukraine. Le renouvellement de ces marchés n'a pas été réalisé que dans un contexte de cours mondiaux très élevés, comme pour l'ensemble des acteurs économiques. Les données 2024 reflètent la réalité économique.

Le marché de Gaz a fait l'objet d'une demande de dénonciation, avec paiement d'indemnité de rachat. La conclusion d'un nouveau contrat couvrant la période 2025-2028 s'est fait à des prix du marché beaucoup moins élevés.

#### - Extension du Ségur et conséquences sur l'exercice 2024

Le 4 juin 2024, Axess (Confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif) et les organisations syndicales ont conclu un accord. Il prévoit :

- le versement d'une indemnité forfaitaire de 238 euros bruts par mois aux salariés en CDI et en CDD qui n'en bénéficiaient pas encore,
- une prise d'effet de cette disposition salariale au 1er janvier 2024,
- un financement de cette indemnité forfaitaire mensuelle Ségur par les autorités de contrôle et de tarification.

La Fondation OPTEO a fait application de cette disposition de branche :

- en septembre 2024, il a été procédé, pour les salariés en CDI et en CDD de droit commun, au rappel du montant de la prime pour la période comprise entre le mois de janvier et le mois d'août 2024 et au versement de ladite prime ;
- en décembre 2024, au regard de l'évolution de la position d'Axess quant aux bénéficiaires de cette mesure, elle a également été étendue aux alternants (apprentissage et contrat de professionnalisation), avec effet rétroactif au 1er janvier 2024.

La Fondation est en attente de la compensation de ces mesures salariales par certains financeurs (Conseil départemental de l'Aveyron et Conseil départemental de Tarn-et-Garonne

#### **Evènements postérieurs à la clôture**

Les pénalités de retard liées au contrôle URSSAF ont été reçues en 2025 après l'arrêté des comptes. Le montant s'élève à 64 K€.

**Activité (Par établissement) :**

	Nbre de Journée	Tx Occupation par rapport au théorique
Atelier social Capdenac	11017	92.4%
Atelier social Ceignac	15136	96.1%
Atelier social Clairvaux	13983	92.8%
Atelier Social Ateliers d'Alba	30550	89.9%
Atelier social Martiel	13076	92.2%
Atelier Social Sébazac	12036	89.2%
Foyer de Vie Auzits	18054	86.6%
Foyer de vie la Borie de Grave	15082	91.8%
Foyer de Vie La Clare	14846	90.4%
Foyer de Vie Pont de Salars	26392	90.2%
Foyer de Vie St Geniez	23310	89.8%
Foyer Hebergement La clare	9443	83.5%
Foyer hebergement Capdenac	11977	88.7%
Foyer Hebergement Clairvaux	10944	78.9%
Foyer hebergement Martiel	11670	84.1%
Foyer hebergement Sébazac	21487	92.0%
IEM Saint-Mayme	7344	80.2%
IME de l'Ouest	9993	94.2%
IME des Cardabelles	10357	82.2%
IME Puits de Calès	9140	93.5%
IME Pierre Sarraut	14799	88.9%
MAS Baraqueville	13057	89.4%
MAS Saint come	12464	85.4%
MAS Saint léons	12484	87.7%
MAS Gérard Chambert	14315	70.0%



## Investissements :

### Montant des investissements 2024 en €

I.M.E. Les Cardabelles	63 175	Foyer Hébergement Clairvaux	12 930
I.E.M. Les Babissous	158 081	Foyer Hébergement Capdenac	22 890
I.M.E. Le Puits de Calès	49 324	Foyer Hébergement Martiel	8 510
I.M.E. de l'Ouest	11 132	Foyer Hébergement Sebazac	16 458
I.M.E. P. Sarraut	77 995	CG 12 - Foyers Hébergement	60 788
SESSAD P. Sarraut	2 400	Foyer de Vie Auzits	35 500
ARS - IME	362 107	Foyer de Vie Pont de Salars	84 422
M.A.S. St - Léons	153 336	Foyer de Vie St-Geniez	68 435
M.A.S. Baraqueville	321 703	Foyer de Vie La Borie de Graves	8 669
MAS St-Côme	476 674	CG 12 - Foyers de vie - PHMA	197 026
MAS G. Chambert	5 840 095	Service accompagnement 12	25 998
ARS - MAS	6 791 808	CG 12 - SAVS	25 998
E.S.A.T. Clairvaux : Atelier social	22 426	CG 12	283 812
E.S.A.T. Ceignac : Atelier Social	21 704	CAMSP	73 838
E.S.A.T. Les Taillades : Atelier Social	15 660	ARS/CG - CAMSP	73 838
E.S.A.T. Les Dolmens : Atelier social	3 370	Samsah	90 844
E.S.A.T. Sebazac : Atelier Social	22 933	Samsah G.Chambert	32 067
E.S.A.T. Ateliers Alba : Atelier Social	21 141	EAM St Geniez	1 922
ARS - ATELIER SOCIAL	107 234	ARS/CG - SAMSAH	124 833
ARS	7 261 149	Siège social	72 484
Foyer Hébergement Montauban	13 717	ARS/CG - SIEGE	72 484
CG 82 - Foyer Hébergement	13 717	ARS/CG	271 155
Foyer de Vie La Clare	1 068 453	Production : Clairvaux	778 031
CG 82 - Foyer de Vie	1 068 453	Production : Ceignac	103 184
Savs La Clare	742	Production : Les Taillades	139 641
CG 82 - SAVS	742	Production : Les Dolmens	598 341
CG 82	1 082 912	Production : Sébazac	44 255
		Production : Ateliers Alba	76 926
		SECTEUR PRODUCTION	1 740 378
		FONDATION	13 066
		IMMOBILISATIONS EN COURS	2 218 240
		BIENS RECUS	0
		AUTRES PARTICIPATIONS	189
		DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	4 729
		TOTAL GENERAL	12 875 629

### Principaux investissements

MAS MOISSAC	- REHABILITATION BATIMENTS	5 684 663
FV LA CLARE	- AMENAGEMENT ACCUEIL DE JOUR	954 277
ESAT CLAIRVAUX	- DECOUPE LASER	731 382
MAS ST COME	- CHAUFFERIE BOIS	436 692

## Effectifs

Au 31 décembre 2024, l'effectif total était de 1 054.94 ETP, dont :

885,91 ETP CDI

115,03 ETP CDD et 54 ETP d'emplois aidés

### Effectif ETP par établissement

	CDI			CDD			CONTRAT AIDES			TOTAL
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	
Siège social	40,66	8,18	<b>48,84</b>	4,50		<b>4,50</b>	1,00		<b>1,00</b>	<b>54,34</b>
IME Les Cardabelles	19,76	2,30	<b>22,06</b>	1,63	1,00	<b>2,63</b>	2,00		<b>2,00</b>	<b>26,69</b>
SESSAD Les Cardabelles	13,82	1,00	<b>14,82</b>			<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>14,82</b>
ESAT Clairvaux	6,83	11,50	<b>18,33</b>			<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>18,33</b>
FH Clairvaux	8,07	1,87	<b>9,94</b>			<b>0,00</b>	1,00		<b>1,00</b>	<b>10,94</b>
ESAT Ceignac	5,80	7,80	<b>13,60</b>	1,53	0,41	<b>1,95</b>			<b>0,00</b>	<b>15,55</b>
MAS de Saint-Léons	35,98	6,00	<b>41,98</b>	13,23	2,70	<b>15,93</b>	2,00		<b>2,00</b>	<b>59,92</b>
IEM les Babissous	41,32	6,50	<b>47,82</b>	5,30	2,00	<b>7,50</b>	5,00		<b>5,00</b>	<b>60,12</b>
Serv. Ext. Babissous	0,50		<b>0,50</b>			<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,50</b>
IME Puits de Calès	23,09	7,40	<b>30,49</b>	5,40		<b>5,40</b>	1,00	2,00	<b>3,00</b>	<b>38,89</b>
SESSAD Puits de Calès	5,45	0,51	<b>5,96</b>	1,00		<b>1,00</b>			<b>0,00</b>	<b>6,96</b>
ESAT Capdenac	2,80	8,00	<b>10,80</b>	0,80	0,61	<b>1,41</b>			<b>0,00</b>	<b>12,21</b>
FH Capdenac	7,80	3,00	<b>10,80</b>	0,06		<b>0,06</b>		1,00	<b>1,00</b>	<b>11,86</b>
IME Ouest	21,41	10,38	<b>31,78</b>	2,00	1,00	<b>3,00</b>	1,00		<b>1,00</b>	<b>35,78</b>
SESSAD Ouest	4,70	0,25	<b>4,95</b>			<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>4,95</b>
ESAT Martiel	6,00	7,99	<b>13,99</b>			<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>13,99</b>
FH Martiel	6,75	8,50	<b>15,25</b>	1,07		<b>1,07</b>	1,00		<b>1,00</b>	<b>17,32</b>
MAS Baraqueville	38,78	4,76	<b>43,54</b>	6,93	1,97	<b>8,90</b>	2,00	1,00	<b>3,00</b>	<b>55,44</b>
ESAT Sébazac	7,00	8,00	<b>15,00</b>	1,50	1,00	<b>2,50</b>			<b>0,00</b>	<b>17,50</b>
FH Sébazac	15,07	3,30	<b>18,37</b>	2,03	1,80	<b>3,83</b>	2,00		<b>2,00</b>	<b>24,21</b>
FV Auzits	26,50	7,00	<b>33,50</b>	1,92	3,00	<b>4,92</b>	1,00	1,00	<b>2,00</b>	<b>40,42</b>
CAMSP	11,56		<b>11,56</b>	0,45		<b>0,45</b>			<b>0,00</b>	<b>12,01</b>
MAS Saint Côme	33,32	4,00	<b>37,32</b>	9,38	1,90	<b>11,29</b>	6,00	1,00	<b>7,00</b>	<b>55,60</b>
SAVS 12	15,64	5,00	<b>20,64</b>			<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>20,64</b>
FV Pont de Salars	34,62	13,50	<b>48,15</b>	3,53	2,00	<b>5,53</b>	3,00	1,00	<b>4,00</b>	<b>57,68</b>
SAMSAH 12	23,00	3,00	<b>26,00</b>	2,00		<b>2,00</b>			<b>0,00</b>	<b>28,00</b>
FV Saint Geniez	33,89	9,75	<b>43,64</b>	5,30	2,47	<b>7,77</b>	3,00	1,00	<b>4,00</b>	<b>55,41</b>
FV Villefranche de Rouergue	22,10	3,75	<b>25,85</b>	0,70	0,13	<b>0,83</b>	2,00	1,00	<b>3,00</b>	<b>29,68</b>
EAM Saint Geniez	12,77	1,90	<b>14,67</b>	2,67	0,17	<b>2,83</b>	2,00		<b>2,00</b>	<b>19,50</b>
IME Pierre Sarraut	50,03	11,05	<b>61,08</b>	3,33		<b>3,33</b>	3,00		<b>3,00</b>	<b>67,41</b>
ESAT Les Ateliers d'Alba	15,70	17,00	<b>32,70</b>	2,00	2,00	<b>4,00</b>		1,00	<b>1,00</b>	<b>37,70</b>
FH de Cos	12,00	4,00	<b>16,00</b>	1,60	1,00	<b>2,60</b>	1,00		<b>1,00</b>	<b>19,60</b>
FV La Clare	13,75	3,81	<b>17,56</b>	1,77	0,03	<b>1,80</b>	1,00		<b>1,00</b>	<b>20,36</b>

SAVS 82	2,00	1,00	<b>3,00</b>			<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>3,00</b>
MAS Moissac	59,15	5,31	<b>64,46</b>	7,10		<b>7,10</b>	4,00		<b>4,00</b>	<b>75,56</b>
SAMSAH 82	6,97		<b>6,97</b>	1,10		<b>1,10</b>			<b>0,00</b>	<b>8,07</b>
SESSAD 82	3,00	1,00	<b>4,00</b>			<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>4,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>687,60</b>	<b>198,31</b>	<b>885,91</b>	<b>89,84</b>	<b>25,19</b>	<b>115,03</b>	<b>44,00</b>	<b>10,00</b>	<b>54,00</b>	<b>1 054,94</b>

### **Provision pour engagements de retraite**

Engagements totaux à la clôture : 5 821 814 €  
Montant provisionné au passif en provisions pour risques 5 821 814 €  
*Dont montant comptabilisé en report à nouveau constitué de charges des activités sociales et médico-sociales dont la pris en compte par l'autorité de tarification est différée : 815 867 €*

Paramètres pris en compte :

Taux évolution annuelle des salaires : 2,88 %

Taux monétaire : 3,38 %

Table de mortalité : INED 2018-2020

Table Turn-over : Turn-Over faible

Age de départ à la retraite : 63 ans

La méthode de calcul retenue est conforme à la **Recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013** du Conseil National de la Comptabilité.

A compter de 2021, les droits des salariés correspondant aux indemnités de départ en retraite sont provisionnés en intégralité en provisions pour charges.

Les montants préalablement constatés en comptes de fonds dédiés ont été reclassés dans le compte de provision pour charges au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Les montants non provisionnés qui apparaissaient dans les annexes ont été constatées dans un compte de report à nouveau débiteur intitulé autres dépenses non opposables au financeur IDR (compte 11592801).

### **Compte Epargne Temps**

Les droits acquis et provisionnés pour les salariés cadre concernés sont de 2309 jours, correspondant à un montant de 1 024 524 €.

L'évaluation du montant à comptabiliser en charges à payer est faite sur la base du nombre de jours de congé converti en indemnités de congé sur décision du salarié en fonction du salaire à la clôture de l'exercice. Ce compte de charge à payer sera soldé lors de la prise du congé par le salarié et du versement de l'indemnité compensatrice. Les indemnités compensatrices versées

lors de la prise de congé étant soumises à cotisations, une estimation des charges patronales correspondantes est effectuée et comptabilisée au sous compte 43861000 « organismes sociaux – Charges sociales sur CET ». A la clôture la dette provisionnée pour CET fait l'objet d'une réestimation en fonction du nombre de jours inscrits sur le CET et de l'évolution du salaire de la personne concernée.

Pour faire face à la dette la Fondation OPTEO a ouvert un compte titres constitué de parts de fonds communs de placement qui sont comptabilisés en valeur mobilière de placement compte 50811140 "CET MALAKOFF MEDERIC".

La Fondation OPTEO n'a pas la libre disponibilité de ces sommes. Les sommes ne peuvent être débloquées que lorsque les salariés font valoir leurs droits au paiement des jours de CET dans les cas limitativement prévus.

### **Suivi des legs immobiliers**

La Fondation n'a pas constaté de legs sur l'exercice

#### **Legs, donations et assurances-vie**

	Montants
<b>PRODUITS</b>	<b>0</b>
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits « legs ou donations » définie à l'article 213-9	0
Prix de vente de biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	0
<b>CHARGES</b>	<b>0</b>
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report de fonds reportés liés aux legs ou donations	
<b>Solde de la rubrique</b>	<b>0</b>

### **Rémunération du commissaire aux comptes**

Sur l'exercice 2024, il a été versé :

43 369.23 € TTC au titre du contrôle légal des comptes.

4 183.20 € TTC au titre de formations concernant le service RH

240.00 € TTC au titre de visa d'un rapport financier

### **Valorisations des contributions volontaires**

La Fondation OPTEO a mis en place un système de décompte et de valorisation des heures de bénévolat. Ces contributions font l'objet d'une comptabilisation du compte contribution volontaire personnel bénévole à bénévolat pour un montant de 74 809.43 € correspondant à 1 992.75 heures évaluées à 36.40 € (Base taux horaire retenu : 200% SMIC + 58% charges patronales)

### **Transactions effectuées avec des contreparties**

Conformément à l'article 431-12 du règlement ANC 2018-06 sur les contreparties, la Fondation déclare les transactions avec personnes physiques ou morales suivantes :

ADAPEI 12-82 : Convention de coopération politique, Mandat de gestion, Prestations de secrétariat, de communication, de comptabilité, de stratégies et règlementaires facturés 250 € et mise à disposition de personnels pour un montant de 1 657 € au titre de 2024.

Association Abbé Delmas, gestionnaire de l'EHPAD BEAUSOLEIL : Mandat de gestion et prestations stratégiques et règlementaires, mise à disposition de personnels pour un montant de 70 000 € au titre de 2024.

GEM Partage et loisirs : Mandat de gestion pour un montant de 4 000 € au titre de 2024.

GCSMS SAMSAH Psychique : mise à disposition de personnels, de locaux et de matériels pour un montant de 238 270 €

SCI OPTEO Immobilier : Avance de Trésorerie de 3 806 025.88 €

## Subventions et concours publics reçues sur l'exercice 2024

	Concours publics	Subventions exploitation	Subventions investissement
ARS	44 619 254	603 028	
CD	25 347 195	129 077	
AGEFIPH		142 079	
OETH		1 133	
CAF			
France 2030			
ADEME			
CNAM			
Région Occitanie			
Fondation de France			4 000
Fondation ORANGE			6 500
Collectivités territoriales		1 221	

## Tableau de passage :

	2024	2023
Résultat comptable	-299 095,52	1 896 623 €
<b>Retraitements</b>		
+ Report à nouveau incorporé par les financeurs	1 498 852 €	1 598 377 €
+ Réintégration des Provisions CP	387 287 €	257 420 €
+ Réintégration des Provisions IDR	81 922 €	499 851 €
<b>Resultat à affecter</b>	<b>1 668 966 €</b>	<b>4 252 271 €</b>
<b>Dont résultat soumis aux financeurs</b>	<b>439 250 €</b>	<b>2 759 309 €</b>
Dont Conseils généraux	-785 250 €	463 047 €
Dont ARS	919 804 €	1 104 832 €
Dont cogestion ARS/CG	342 113 €	619 393 €
Siège Social	-37 417 €	572 038 €
<b>Dont résultat activité propre ( Secteur Production , Fondation)</b>	<b>1 229 716 €</b>	<b>1 492 962 €</b>

## Suivi et décomposition des résultats :

établissement	Gestion conventionnée	Gestion libre	Résultat total
Fondation		-42 748 €	-42 748 €
Siège	-37 417 €		-37 417 €
IME Les Cardabelles	49 599 €		49 599 €
ESAT Clairvaux	59 366 €	683 123 €	742 489 €
FH Clairvaux	0 €		0 €
ESAT Ceignac	16 020 €	164 715 €	180 735 €
MAS Saint Léons	41 098 €		41 098 €
IEM Les Babissous	206 275 €		206 275 €
IME Le Puits de Calès	10 549 €		10 549 €
ESAT Les Taillades	5 046 €	142 720 €	147 766 €
FH Capdenac	0 €		0 €
IME de l'Ouest	86 095 €		86 095 €
ESAT Les Dolmens	37 587 €	109 052 €	146 639 €
FH Les Dolmens - Martiel	0 €		0 €
MAS Baraqueville	2 313 €		2 313 €
ESAT Seve	1 300 €	84 681 €	85 981 €
FH Sébazac	0 €		0 €
EAM ST Geniez	28 215 €		28 215 €
Foyer de vie Auzits	0 €		0 €
CAMSP	33 259 €		33 259 €
MAS St-Côme	608 €		608 €
S.A.V.S. Aveyron	0 €		0 €
Foyer de vie Pont de Salars	0 €		0 €
S.A.M.S.AH. Aveyron	231 950 €		231 950 €
Foyer de vie Saint Geniez	0 €		0 €
FV La Borie de Graves	-843 542 €		-843 542 €
IME Pierre Sarraut	177 184 €		177 184 €
ESAT ALBA	81 068 €	88 172 €	169 240 €
Foyer Hébergement La Clare	56 845 €		56 845 €
Foyer de Vie La Clare	-7 537 €		-7 537 €
S.A.V.S. Tarn et garonne	8 984 €		8 984 €
MAS Gérard Chambert	102 564 €		102 564 €
SAMSAH Tarn et garonne	48 689 €		48 689 €
SESSAD Pierre Sarraut	43 132 €		43 132 €
<b>Total</b>	<b>439 250 €</b>	<b>1 229 716 €</b>	<b>1 668 966 €</b>

## **Provisions pour risques sociaux**

Suite à une recommandation de NEXEM, des provisions pour risques sociaux ont été constatés en 2019 sur tous les établissements pour couvrir un risque lié à une interprétation sur la méthode de valorisation d'exonérations portant sur les 3 derniers exercices. A compter de 2021, cette provision est réactualisée pour prendre en compte l'année en cours. Le montant global de ces provisions s'établissait à 1 156 773.10 € au 31/12/2023.

Courant 2024, nous avons eu un contrôle URSSAF qui nous a imposé à régulariser cette de méthode de valorisation pour 1 278 126 € au titre des 3 derniers exercices antérieurs. Nous avons donc repris les provisions pour la totalité à hauteur de 1 156 773.10 €

Nous avons constaté une nouvelle dotation aux provisions au titre de l'exercice 2024 pour un montant de 483 066.58 €.

Les dispositions du Code du travail sont actuellement en contradiction avec les règles de l'Union européenne, qui prévoient un droit à l'acquisition de congés payés au titre des périodes de suspension du contrat de travail pour maladie.

La législation française a été mise en conformité en 2024, mais les décisions de la Cour de cassation s'appliquent d'ores et déjà dès le 13 septembre pour l'avenir et pour le passé.

Les arrêts de la Cour de cassation de septembre 2023 font donc naître de nouvelles obligations pour les établissements de la Fondation OPTEO.

Les arrêts de travail au titre desquels les salariés concernés n'ont pas pu cumuler de congés payés sont susceptibles de donner lieu à une réclamation de la part de ces salariés.

Nous avons donc décidé de valoriser une provision pour risques à hauteur de 286 274 € en estimant probable qu'une réclamation sera effectivement faite.

La méthode de valorisation de ce risque au 31/12/2023 a consisté à :

- identifier toutes les périodes de maladie non maintenue sur les 3 derniers exercices
- valoriser les congés qui auraient été acquis durant ces périodes
- valoriser ces jours de congés payés au salaire moyen 2023 (distinction cadre/con cadre) et au taux de charge moyen de l'année 2023 ».

Cette provision est toujours maintenue sans actualisation sur 2024.

Nous n'avons pas établi de provision pour l'exercice 2024 car la Fondation OPTEO s'est mise en conformité avec la loi.



### **Provisions pour risques de reversements**

La Fondation OPTEO a conclu des contrats avec l'ARS Occitanie pour la gestion de pôles de compétences et de prestations externalisées, et les dispositifs d'emplois accompagnés.

Du fait de la pluri annualité, les recettes sont constatées par exercice, mais les dépenses peuvent être décalées d'un exercice sur l'autre, générant un excédent temporaire. Les clauses du contrat prévoient que l'éventuel excédent constaté en fin de contrat, peut faire l'objet d'une demande de reversement de la part de l'autorité de financement.

En conséquence, les excédents temporaires constatés sur tous ces dispositifs au 31/12/2024 ont fait l'objet d'une provision pour risques de reversements. Le montant global est de cette provision est de 1 445 694.51 €.

### **Groupement de coopération sociale et medico-sociale : GCSMS SOINS ET ACCOMPAGNEMENT MÉDICO-SOCIAL AVEYRON**

Le GCSMS Soins et Accompagnement Médico-social Aveyron a été constitué en 2018 entre l'Association Hospitalière Sainte Marie (AHSM) et la Fondation OPTEO. Les deux membres disposent chacun de 50% du capital total de 2000€.

Le Groupement a pour objet de faciliter, d'améliorer et de développer l'activité de ses membres, notamment par la définition de stratégies communes d'articulation des champs sanitaire et médico-social. Il intervient dans le domaine de la santé mentale et de l'accompagnement du handicap, par l'organisation d'un parcours de vie et de soins, coordonné et global, sur le territoire de santé de l'Aveyron et les bassins de vie et territoires environnants.

Le Groupement a également pour objet de favoriser la coordination, la complémentarité, l'amélioration et le développement de l'activité de ses membres, par la mutualisation de moyens, et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions, en fournissant aux structures, services et usagers un ensemble de prestations mutualisées.

Le Groupement a remporté en 2018 l'appel à projet du SAMSAH handicap psychique sous compétence de l'ARS Occitanie et du Conseil Départemental de l'Aveyron. Le service a ouvert en mars 2019.

## **Règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis :

- par le Plan Comptable Général 2014-03
- aux prescriptions du Code du commerce
- au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.
- au règlement n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé non lucratif, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

Les principales méthodes utilisées sont précisées ci-après :

### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires) ou à leur coût de production après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Le coût de production représente le coût d'achat des matières premières consommées augmenté des frais directs ou indirects de production.

Les frais accessoires représentent l'ensemble des coûts engagés pour mettre l'immobilisation en place et en état de fonctionner. Ils sont obligatoirement immobilisés.

- immobilisations décomposables : la Fondation OPTEO comptabilise les immobilisations par composants notamment au niveau des travaux de construction des bâtiments.

Les intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition ou à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 02 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 80 ans
Agencement des constructions	de 10 à 20 ans
Matériel et outillage industriels	de 05 à 10 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	de 05 à 07 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

#### **Affectation des résultats issus de la gestion contrôlée**

Les résultats en attente d'affectation par les financeurs sont comptabilisés dans le compte 115, ou des subdivisions de celui-ci.

Les affectations sont ensuite réalisées, par établissement, conformément aux décisions des financeurs. Il peut s'agir de :

réserves pour investissements ;

réserves de compensation des déficits ;

réserves de compensation des charges d'amortissements ;

réserves de trésorerie ;

reports à nouveau.

### **Dépenses refusées ou non opposables**

En cas de non prise en charges, par le financeur, de dépenses présentes dans les comptes administratifs des établissements, celles-ci sont affectées :

en dépenses refusées si elles ont un caractère définitif (compte 115912) ;

en dépenses non opposables si cette situation est temporaire (compte 11592).

### **Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement (compte 141).**

Elles sont dotées sur demande ou autorisation des financeurs afin d'améliorer la trésorerie des établissements.

### **Provisions pour renouvellement des immobilisations (compte 142) désormais en fonds dédiés sur investissements (compte 1921)**

Conformément à la réglementation comptable (avis CNC 2007-05 et instruction M22 et dorénavant selon l'avis ANC 2018-06), ces provisions ont été reclassées en fonds dédiés à l'investissement et correspondent à des fonds affectés par le financeur à l'acquisition d'immobilisations et visant à réduire l'impact de ces investissements au compte de résultat. Ces provisions sont constituées lors de versements de fonds ponctuels par les financeurs, spécifiquement à cet effet.

De manière dérogatoire, afin de présenter des comptes reflétant une image fidèle, elles peuvent être constituées par affectation de sommes provenant d'autres comptes issus de la gestion contrôlée, lorsque des projets d'investissement, validés par les financeurs, prévoient le financement par ces fonds et leur reprise au compte de résultat.

Modalités de reprise : ces fonds dédiés font l'objet de reprises échelonnées au compte de résultat au même rythme que les amortissements et/ou frais financiers relatifs aux biens auxquels ils se rapportent.

### **Provisions réglementées : réserves pour plus-values nettes d'actif (compte 1486)**

En vertu de l'arrêté du 12 novembre 2008, les établissements médico-sociaux sont autorisés à constituer une provision réglementée égale au montant des plus-values réalisées sur les cessions de biens issus de l'actif immobilisés ou de l'actif circulant. Cette provision vise à renforcer le fonds de roulement des établissements.

### **Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

### **Stocks :**

Les stocks de matières premières sont évalués sur la base du coût d'acquisition suivant la méthode du dernier prix d'achat.

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée, le cas échéant, pour tenir compte de la valeur de réalisation du stock à la date d'arrêté des comptes.

### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients de l'activité Production, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

### **Dotation non consommable de la Fondation OPTEO**

La dotation comprend une somme de 1 500 000 € affectée par l'association fondatrice l'ADAPEI de l'Aveyron et de Tarn-et-Garonne à l'occasion de sa transformation en Fondation reconnue d'utilité publique. La dotation est constituée exclusivement d'actifs financiers.

### **Information sur la politique de gestion de la dotation**

La dotation est accrue du produit des libéralités acceptées sans affectation spéciale ou dont le donateur ou le testateur ne prescrit pas l'affectation et dont la capitalisation aura été décidée par le Conseil d'Administration. Elle est également accrue d'une fraction de l'excédent des ressources annuelles nécessaire au maintien de sa valeur. Elle peut être accrue en valeur absolue par décision du Conseil d'Administration.

## **Changements de méthode comptable**

La Commission des Etudes comptables de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC) a rappelé que les organismes gestionnaires d'un établissement médico-social établissent des comptes annuels en conformité avec les dispositions du PCG ainsi que celles prévues par les règlements n°2018-06 et n°2019-04, pour leurs spécificités.

Les conclusions de la réponse EC 2013-43, qui prévoient de comptabiliser les crédits non utilisés à la clôture dans un compte de fonds dédiés au passif du bilan, sont caduques du fait de l'entrée en vigueur du règlement n°2018-06.

La commission CNCC a donc édicté l'EC 2020-36 pour préciser les modalités de traitement de la provision pour indemnités de fin de carrière dans le cadre de la nouvelle réglementation.

Conformément à ces nouvelles recommandations, la Fondation OPTEO comptabilise en intégralité la provision pour indemnités de fin de carrière dans ses comptes annuels à partir du 1er janvier 2021.

Les fonds dédiés existants au 31/12/2020 ne couvraient pas la totalité de la dette sociale par défaut de financement par les autorités de tarification. Fonds dédiés de 4 076 212.94 € pour une dette sociale IDR de 5 726 417.57 €

Pour comptabiliser la provision pour IDR au 01/01/2021, nous avons donc :

- transféré le montant des fonds dédiés IDR en provisions pour pensions.
- constatés au débit du compte 11592801, les montants non provisionnés au 31/12/2020 (reliquat entre le montant total de la provision et le montant des fonds dédiés constatés, qui étaient jusqu'alors seulement mentionnés dans l'annexe).

Au 31/12/2021, nous avons constaté la variation de la provision IDR sur l'exercice 2021 et de même sur 2022.

## Immobilisations

Immobilisations	Immobilisations au 1er Janvier 2024	Acquisitions de l'Exercice 2024	Diminut. Résultant des Sorties Exercice 2024	Immobilisations au au 31 Décembre 2024
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
201 Frais d'établissement	187 058			187 058
205 Concessions et droits similaires, Brev	386 379	22 205	38 055	370 529
<b>Immobilisations corporelles</b>				
211 Terrains	2 356 364	8 756		2 365 120
212 Agencements et aménagements des	2 440 671	3 497		2 444 168
213 Constructions sur sol propre	86 832 195	8 567 392	122 318	95 277 269
214 Constructions sur sol d'autrui	150 348	2 904		153 251
215 Installations, matériel et outillage tech	15 354 554	1 283 920	620 338	16 018 136
218 Autres immobilisations corporelles	11 121 063	763 797	454 657	11 430 204
Dont Matériel de transport (218)	4 475 769	245 636	163 294	4 558 110
Dont Matériel de bureau (2183)	2 201 301	312 281	220 756	2 292 826
22 immobilisations mise en concession	9 662			9 662
23 immobilisations en cours	7 226 915	2 218 240	8 527 228	917 927
24 Biens reçus legs				
26 Participations et créances	2 090			2 090
27 autres immos financières	75 066	4 919	1 101	78 884
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>126 142 365</b>	<b>12 875 629</b>	<b>9 763 697</b>	<b>129 254 297</b>

## Amortissements

Amortissements	Amortissements Cumulés au 1er janvier 2024	Dotations de l'Exercice 2024	Diminut. Résultant des Sorties Exercice 2024	Amortissements Cumulés au 31 Décembre 2024
<b>Amortissements des immobilisations incorporelles</b>				
2801 Frais d'établissement	187 058			187 058
2805 Concessions et droits similaires,	357 640	30 054	38 055	349 640
<b>Amortissements des immobilisations corporelles</b>				
2812 Agencements et aménagements des terrain	2 000 936	78 131		2 079 068
2813 Constructions sur sol propre	50 850 449	4 007 972	122 318	54 736 104
2814 Constructions sur sol d'autrui	84 693	10 611		95 304
2815 Installations, matériel et outillage techniques	12 934 394	832 833	620 324	13 146 903
2818 Autres immobilisations corporelles	8 875 021	727 715	424 234	9 178 502
Dont Matériel de transport (28182)	3 602 388	286 746	132 871	3 756 263
Dont Matériel de bureau (28183)	1 529 558	297 560	220 756	1 606 362
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>75 290 191</b>	<b>5 687 317</b>	<b>1 204 931</b>	<b>79 772 578</b>

## Tableau de variation des fonds associatifs

Comptes de capitaux propres	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Dotations FRUP non consommable	1 500 000			1 500 000
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>				
Fonds Associatifs sans droit de reprise	3 321 019			3 321 019
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>	754 754			754 754
Dons et Legs				
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>				
Subventions d'investissement sur biens renouvelables				-
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>				
Autres réserves	458 841			458 841
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>				
Réserves pour investissements	31 392 657			31 392 657
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>	16 543 575			16 543 575
Réserves de trésorerie	704 979			704 979
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>	704 979			704 979
Réserves de compensation	11 974 189	1 782 815	184 712	13 572 292
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>	11 866 505	1 382 815	184 712	13 064 608
Report à nouveau	5 633 807	1 092 962		6 726 769
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>				
Résultats sous contrôle de tiers financeur	7 739 345	3 165 547	4 617 144	6 287 748
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>	7 739 345	3 165 547	4 617 144	6 287 748
Dépenses non opposables	-3 052 887	-1 349 752	-692 596	-2 395 731
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>	-3 072 412	-1 349 752	-692 596	-2 415 256
Dépenses refusées par les financeurs	-346 306			-346 306
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>	-346 306			-346 306
Résultat de l'exercice	1 896 624			-299 096
<i>Dont contrôle tiers financeurs</i>	2 820 626			1 239 789
<b>TOTAL</b>	<b>61 222 268</b>	<b>4 691 572</b>	<b>4 109 260</b>	<b>60 923 172</b>



## Tableau de suivi des fonds dédiés

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Transfert	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant engager en fin d'exercice
Legs ou donations	0					0
Fonds dédiés investissement	5 489 132		351 645		130 208	5 267 695
Fonds dédiés Fonctionnement	2 362 572		1 025 836		402 115	1 738 851
Fonds dédiés Subvention FATESAT	0					0
Fonds dédiés Etudes et recherches	250 691		7 257			243 434
Fonds dédiés Démarche qualité	332					332
Fonds dédiés Expertise	90 000					90 000
Fonds dédiés Indemnité départ en Retraite	0					0
Fonds dédiés Gel Valeur du point	416 536					416 536
Fonds dédiés reprise Excédent	0					0
Fonds dédiés habitat inclusif	67 268		9 788			57 480
Fonds dédiés FIR APPV					155 027	155 027
Fonds dédiés contributions autres organismes	7 873		2 383		5 025	10 515
<b>TOTAL</b>	<b>8 684 405</b>	<b>0</b>	<b>1 396 908</b>	<b>0</b>	<b>692 375</b>	<b>7 979 871</b>

# Tableau des provisions, des dépréciations, des fonds dédiés et des réserves compensation

		Montant au 1er janvier 2024	Transferts	Dotations de l'Exercice 2024	Reprises Exercice 2024	Montant au 31 décembre 2024
Réserves de compensation						
106856	Des déficits d'exploitation	3 389 896		104 671	31 387	3 463 180
106857	Des charges d'amortissement	8 586 422		1 682 403	159 712	10 109 113
Provisions réglementées						
141	Destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement	160 235				160 235
142	Pour renouvellement des immobilisations	0				0
144	Autres éléments d'actifs	0				0
145	Amortissements dérogatoires	0				0
14861	Réserves des plus values nettes d'actif immobilisé	1 473 351				1 473 351
14862	Réserves des plus values nettes d'actif circulant	3 366 840				3 366 840
Provisions pour risques et charges						
151	Provisions pour risques	2 955 077		838 656	1 464 630	2 329 102
153	Provisions pour IDR	5 733 682		360 739	272 606	5 821 815
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	0				0
158	Autres provisions pour charges	0				0
Dépréciations						
29	Dépréciation des immobilisations	0				0
39	Dépréciation des stocks et en-cours	0				0
49	Dépréciation des comptes de tiers	80 727			1 200	79 527
59	Dépréciation des comptes financiers	193 560		99 590		293 150
Fonds dédiés						
191	Legs ou donation	0				0
1921	Sur subventions d'investissements	5 489 132		130 208	351 645	5 267 695
1922	Sur subventions de fonctionnement	3 120 132	-191 707	402 115	841 386	2 489 154
194	Sur subventions de fonctionnement	69 058	191 707	159 727	203 094	217 397
195	Sur dons manuels affectés	6 083		325	783	5 625
197	Sur legs et donations affectés	0				0
	TOTAL GENERAL	34 624 195	0	3 778 433	3 326 444	35 076 184

## Etat des Échéances des Créances et des Dettes

Créances (a)	Montant brut au 31/12/2024	Dont inférieur à un an	Dettes (b)	Montant brut au 31/12/2024	Échéances		
					à 1 an au +	à + d'1 an	à + d'5 ans
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>  Créances rattachées à des participations  Prêts (1)  Autres immobilisations financières  <b>Créances de l'actif circulant :</b>  Créances clients et comptes rattachés  Autres créances clients  Personnel et comptes rattachés  Sécurité sociale et autres organismes sociaux  Etat et autres collectivités publiques  Autres  Charges constatées d'avance			Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)  Emprunts et dettes financières divers (1)   Dettes fournisseurs et comptes rattachés  Personnel et comptes rattachés  Sécurité sociale et autres organismes sociaux  Etat et autres collectivités publiques  Dettes sur immobilisations et comptes rattachés  Autres dettes  Produits constatés d'avance				
	2 090	0		17 226 136	2 275 766	7 821 580	7 128 790
				989 023	989 023		
	78 884	0					
				3 728 355	3 728 355	0	0
	5 537 174	5 446 367		3 223 682	3 223 682	0	0
	4 070 390	4 070 390		5 118 411	5 118 411	0	0
	22 294	22 294		653 647	653 647	0	0
	0	0		366 930	366 930	0	0
	385 550	385 550		794 422	764 426	0	0
				750	750	0	0
	221 602	221 602					
	<b>TOTAL</b>	<b>10 317 984</b>		<b>10 227 177</b>	<b>TOTAUX</b>	<b>32 101 356</b>	<b>17 150 986</b>
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice 0.00				
(1) Montant des prêts récupérés en cours d'exercice			(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice 2 509 342.29				

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

### 532-5. TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
				Brute	Nette						
<b>A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3).</b>											
1. Filiales	1 000,00 €	0	99,00%	990,00 €	990,00 €	3 806 025,88 €	0	0 -	128 996,55 €	0	...
(+ de 50 % du capital détenu par la société). SCI OPTEO IMMOBILIER	1 000,00 €		99,00%	990,00 €	990,00 €	3 806 025,88 €		0 -	128 996,55 €		
2. Participations	2 000,00 €	0	50,00%	1 000,00 €	1 000,00 €	0	0	491 052,02 €	13 823,49 €	0	...
(10 à 50 % du capital détenu par la société). GCSMS	2 000,00 €		50,00%					491 052,02 €	13 823,49 €		
<b>B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.</b>											
1. Filiales non reprises au § A.											
a. Filiales françaises (ensemble)				0	0	0	0			0	...
b. Filiales étrangères (ensemble) (4)				0	0	0	0			0	...
2. Participations non reprises au § A.											
a. Dans des sociétés françaises (ensemble)				0	0	0	0			0	...
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0	...

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre le franc métropolitain et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) En francs français, puis en euros lorsque l'entité l'utilisera pour présenter ses comptes.

(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.

(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

## **NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	<b>Net</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	
Sur opérations de gestion	371136.73
Produits de cession des éléments d'actif	131035.01
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
<b>Charges exceptionnelles</b>	
Sur opérations de gestion	75247.34
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	30436.85
Dotations aux provisions	8517.40
Charges sur exercices antérieurs	0
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>387970.15</b>

## Engagements financiers hors bilan

	Total	Dirigeant	Filiale	Participation	Entreprises liés	Autres
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>						
Effets endossés par des tiers						
Actions de garantie						
Crédit - bail						
Cautionnements Avals						
Garanties reçus						
Caisse Epargne (1)	2 933 897					2 933 897
Mairie de Montauban	212 500					212 500
Conseil général 82	212 500					212 500
Autres engagements reçus (2)	5 824					5 824
<b>TOTAUX</b>	<b>3 364 721</b>					<b>3 364 721</b>

(1) les garanties sur les emprunts de la Caisse d'épargne sont des cautions personnes morales des communes ou des départements qui accueillent les établissements financés

(2) Caution du Crédit Agricole pour FINA ELF ( 3500 € ) et Total ( 2324 € )

	Total	Dirigeant	Filiale	Participation	Entreprises liés	Autres
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>						
Effets escomptés en banque						
Avals Cautions Garanties donnés -						
Nantissement DAT - CANMP	155 299					155 299
Nantissement SG	6 232 125					6 232 125
Gages BPO	1 000 000					1 000 000
Crédit - bail Mobilier						
Abandons de créances						
Indemnités départ à la Retraite						
Autres engagements Donnés						
<b>TOTAUX</b>	<b>7 387 424</b>					<b>7 387 424</b>